

Portée socio-économique des échanges frontaliers dans le plateau au sud-est du Bénin

[Socio-économique impact of border trade in the south-east plateau of Benin]

Seidou Abdel Hack¹, Zannou Sandé², Vigninou Toussaint³, and Tente Brice⁴

¹Laboratoire d'Etudes des Dynamiques Urbaines et Régionales (LEDUR), Département de Géographie et Aménagement du Territoire (DGAT), Université d'Abomey-Calavi, Benin

²Laboratoire de l'Aménagement du Territoire, de l'Environnement et de Développement Durable (LATEDD), Benin

³Laboratoire d'Etudes des Dynamiques Urbaines et Régionales (LEDUR), Département de Géographie et Aménagement du Territoire (DGAT), Université d'Abomey-Calavi, Benin

⁴Laboratoire de Biogéographie et Expertise Environnementale (LABEE), Département de Géographie et Aménagement du Territoire (DGAT), Université d'Abomey-Calavi (UAC-Bénin), Benin

Copyright © 2022 ISSR Journals. This is an open access article distributed under the **Creative Commons Attribution License**, which permits unrestricted use, distribution, and reproduction in any medium, provided the original work is properly cited.

ABSTRACT: The cross-border spaces of the districts of the Plateau are structured by complex activities, territories that are difficult to define but places that contain significant potential and opportunities for development between neighboring States. The objective was to assess the contribution of cross-border exchanges to the local development of the five communes of the Plateau. The quantitative data used concern, among other things, the collection rates of taxes issued in the Plateau department from 2015 to 2019 as well as the monthly income of cross-border trade actors. A total of 390 households were surveyed and 51 resource persons were interviewed during the study. The results obtained reveal that more than half of the players in the trade in manufactured products (55.90%) make a daily profit of at least 50,000 FCFA; (65.13%) of the traders in petroleum products surveyed earn more than 50,000 FCFA; among foreign exchange traders, 80.77% of them derive at least a profit of 5,000 FCFA from the daily execution of their foreign exchange activity. On the social side, 20.51% of the players surveyed said that this activity allows them to meet their basic needs. These points of expenditure are followed by other destinations of benefits such as schooling (15.38%), the purchase of means of transport (13.08%), the construction of housing on a rental or individual basis (12.31%), ceremonies (11.54%) and savings in banks and/or micro-finance institutions (7.44%). It also contributes to the revenue of the local community through the taxes paid by the actors.

KEYWORDS: Plateau Department, cross-border exchanges, actors, local development.

RESUME: Les espaces transfrontaliers des communes du Plateau sont structurés par des activités complexes, des territoires difficilement limités mais des lieux qui renferment d'importantes potentialités et d'opportunités de développement entre les Etats voisins. L'objectif visé a été d'évaluer la contribution des échanges transfrontaliers au développement local des cinq communes du Plateau. Les données quantitatives utilisées concernent entre autres les taux de recouvrement des taxes émises dans le département du Plateau de 2015 à 2019 ainsi que les revenus mensuels des acteurs du commerce transfrontalier. Au total, 390 ménages ont été enquêtés et 51 personnes ressources ont été interviewées lors de l'étude. Les résultats obtenus révèlent que plus de la moitié des acteurs du commerce des produits manufacturés (55,90 %) fait un bénéfice journalier d'au moins 50.000 FCFA; (65,13 %) des commerçants de produits pétroliers enquêtés gagnent quotidiennement plus de 50.000 FCFA; chez les cambistes, 80,77 % d'eux tirent au moins un bénéfice de 5.000 FCFA de l'exécution quotidienne de leur activité de change. Du côté social, 20,51 % des acteurs enquêtés ont affirmé que cette activité leur permet d'assurer leurs besoins

vitaux. Ces points de dépenses sont suivis d'autres destinations de bénéfiques que sont la scolarisation (15,38 %), l'achat des moyens de déplacement (13,08 %), la construction d'habitation à titre locatif ou individuel (12,31 %), les cérémonies (11,54 %) et l'épargne dans les banques et/ou les institutions de micro-finance (7,44 %). Il contribue également aux recettes de la collectivité locale à travers les taxes payées par les acteurs.

MOTS-CLEFS: Communes du Plateau, échanges transfrontaliers, acteurs, développement local.

1 INTRODUCTION

Dans le monde actuel, les frontières semblent devenir à la fois moins importantes et plus importantes. D'une part, l'évolution économique mondiale amène les États à repenser leurs frontières en termes de flexibilité et de coopération, d'autre part, même dans les unions douanières et économiques, les frontières restent la marque la plus visible de la souveraineté d'un Etat sur un territoire (J. Seniors et C. Poitevin, 2010, p. 6). Dans cette logique, une gestion efficace des frontières peut donc être considérée comme un symbole de l'implication du gouvernement dans la protection de sa population (S. Ligali, 2017, p. 15). En effet, bien que le poids du découpage artificiel des frontières n'ait cessé de peser lourd depuis la colonisation jusqu'à nos jours, l'espace frontalier est aussi une zone privilégiée d'échanges surtout commerciaux favorisant une polarisation régionale. Dès lors, la frontière séparant deux Etats ne se résume plus à une ligne car elle a des incidences sur l'organisation de l'espace. Elle apparaît alors comme un espace sur lequel se déroulent des activités humaines. Au regard de leur position géographique, les frontières constituent des espaces de multiples échanges légaux et de contrebandes (T. Vigninou et B. Allagbé, 2014, p. 734). Ainsi, les économies d'Afrique subsaharienne sont inextricablement liées entre elles depuis des siècles. Souvent issus d'une même famille ou d'un même groupe ethnique, les commerçants traversent depuis longtemps les frontières d'aujourd'hui pour échanger des biens et des services, donnant lieu à d'importants flux commerciaux qui représentent une part significative des échanges du continent. Ce commerce transfrontalier constitue aujourd'hui un aspect important de l'environnement social et économique de l'Afrique: selon certaines estimations, il contribue aux revenus d'environ 43 % de la population du continent. Il améliore les conditions de vie et crée des emplois, y compris pour certaines catégories de population marginalisées ou défavorisées (Qiraat african, 2018, p. 1). Cependant, la mondialisation, les partenariats commerciaux, l'intégration économique sont autant d'éléments qui influencent les échanges entre les pays, et partant des performances économiques de chacun notamment captées à travers leur capacité à tirer le maximum de profit du commerce international. Dans cet élan, l'Union Africaine (UA), dans le cadre du renforcement de l'intégration économique entend porter le commerce intra africain de 13 % à 25 % des échanges du continent à l'horizon 2028. Ce taux ne prend pas en compte les échanges transfrontaliers non enregistrés, très dynamiques entre certains pays et qui pourraient considérablement modifier cette contribution (INS, 2014, p. 7). Le Bénin partage avec ses voisins le Nigeria, le Niger le Burkina Faso et le Togo plus de 2000 km de frontières. Ce sont 36 des 77 Communes du pays qui sont frontalières. Jusqu'à un passé récent, les zones de frontière béninoises étaient des espaces marginalisés. La frontière était perçue depuis l'indépendance comme une barrière. En conséquence, le développement du pays a été conçu à partir du centre et les espaces périphériques ont été oubliés, laissés à eux-mêmes. Il a fallu attendre 2007 pour que la gestion de la frontière soit élevée au rang des priorités nationales et consignées dans les orientations stratégiques de développement du Bénin (C. Mestre, 2017, p. 1). Avec le Nigeria, le Bénin partage longitudinalement plus de 800 km de frontières où se sont établies historiquement différentes populations dont l'ethnologie est très voisine. Sur cet espace, du Nord au Sud et de part et d'autre des deux États, s'animent plusieurs dizaines de marchés locaux (L. Sossou-Agbo, 2011, p. 2). De part et d'autre de cette frontière, se trouvent les mêmes populations qui, pour lutter contre les contraintes de la partition, ont créé une série de marchés frontaliers qui sont devenus des lieux d'échanges prospères entre les deux pays (S. Zannou, 2014, p. 76). Cette proximité avec le Nigeria, favorise donc une forte dynamique commerciale transfrontalière avec d'importants flux de produits échangés entre les deux pays sans oublier le nombre d'acteurs impliqués. L'objectif de cette étude était d'évaluer la contribution du commerce transfrontalier au développement local des communes du Plateau au Sud-est du Bénin.

2 MATERIEL ET METHODES

2.1 PRÉSENTATION GÉOGRAPHIQUE DU CADRE D'ÉTUDE

Situé dans la partie méridionale du Bénin le département du Plateau est localisé entre 6°31' et 7°41' de latitude nord et entre 2°24' et 2°47' de longitude est (Figure1). Il est limité au Nord par le Département des Collines, à l'Est par la République Fédérale du Nigeria, à l'Ouest par le département du Zou et au Sud par celui de l'Ouémé. D'une superficie de 3 264 km², soit environ 3 % de la superficie nationale, il est lui-même issu de l'ancien département de l'Ouémé. Il est subdivisé en cinq (5)

communes avec Pobè comme chef-lieu; les autres communes sont Adja-Ouèrè, Ifangni, Kétou et Sakété. Ces communes sont subdivisées en 29 arrondissements et 218 villages et quartiers de ville (INSAE, 2016, p. 3).

2.2 DONNÉES UTILISÉES

Il s'agit des données quantitatives et qualitatives. Les données quantitatives concernent les taux de recouvrement des taxes émises dans le département du Plateau de 2016 à 2020 qui ont permis d'évaluer la contribution des échanges transfrontaliers dans le développement local des communes du département; les revenus mensuels des acteurs du commerce transfrontalier grâce aux enquêtes de terrain. Les données qualitatives utilisées sont les données relatives aux incidences socio-économiques du commerce transfrontalier grâce aux enquêtes de terrain et les taux de couverture des équipements socio-communautaires qui ont permis d'estimer la contribution des échanges frontaliers dans le développement du volet social des Communes du Département du Plateau.

2.3 MATÉRIEL ET OUTILS UTILISÉS

Les enquêtes de terrain ont été réalisées à l'aide de plusieurs outils notamment une grille d'observation, utilisée lors des observations sur le terrain; des questionnaires dans le cadre de la collecte des données sur le terrain; un guide d'entretien utilisé en entretien approfondi dont le contenu vise à apprécier les stratégies des autorités locales pour mobiliser plus de ressources de ces activités ainsi que les recettes tirées de celles-ci et enfin en quoi sont utilisées ces recettes pour le développement local de chaque Commune du Département. Pour les matériels, il s'agit d'un GPS (Global Positioning System) 12 XL qui a servi à relever les coordonnées géographiques pour la spatialisation des informations et la réalisation des cartes et d'un appareil photographique numérique qui a permis la prise des photographies instantanées d'éléments ou faits jugés importants pour le travail.

2.4 TRAVAUX DE TERRAIN

Pour mieux apprécier la dynamique des effets socio-économiques des échanges transfrontaliers dans cet espace géographique, les enquêtes ont été effectuées dans les cinq Communes du département puisqu'elles toutes sont frontalières avec le Nigeria. Il s'agit des Communes de: Ifangni, Sakété, Adja-Ouèrè, Pobè, Kétou. La population cible est composée des chefs des ménages et des personnes ressources. Au niveau des ménages, le choix des personnes enquêtées repose sur les critères suivants:

- être un commerçant des produits manufacturiers âgé de 18 ans au moins;
- être un commerçant de produits pétroliers ayant au moins 5 ans d'expérience dans le secteur;
- être un commerçant des véhicules d'occasion ayant au moins 5 ans d'expérience dans le domaine, ceci pour également fournir des informations nécessaires et fiables à la présente étude.

La taille de l'échantillon est déterminée par la formule de J. Beaud et B. Marien (2003, p. 29). Cette formule stipule que $n' = \frac{N \times 400}{N + 400}$ avec n' : le nombre de ménages enquêtés et N : l'effectif total des ménages des villages ciblés (15339 selon les résultats de INSAE, 2013)

$$n' = \frac{15543 \times 400}{15543 + 400} = 389,96 \approx 390 \text{ ménages}$$

Les trois cent quatre-vingt-dix (390) ménages enquêtés ont été répartis dans neuf arrondissements échantillonnés dont le nombre varie d'une commune à une autre en fonction de l'effectif des ménages. Outre les ménages, des personnes ressources impliquées à divers niveaux dans les activités transfrontalières ont été interviewées. La technique du choix raisonné est utilisée pour l'identification des personnes ressources.

Concernant les cadres des mairies, le choix a tenu compte des responsables des Service des Affaires Economiques et Financières (SAEF) et des Secrétaires Généraux des cinq communes.

Quant aux responsables des structures déconcentrées, les responsables des postes de douane au niveau des villages frontaliers et de la Direction Départementale des Douanes et Droits Indirects Ouémé/ Plateau, les agents des commissariats ainsi que des USFF au niveau des arrondissements frontaliers. Au total, cinquante-une (51) personnes ressources ont été interviewées lors de l'étude.

2.5 TRAITEMENT ET ANALYSE DES DONNÉES

A l'issue des investigations, les fiches d'enquête ont été comptées, vérifiées pour voir si tous les secteurs d'étude ont été couverts. Après leur codification, les fiches d'enquête ont été dépouillées manuellement. Les résultats issus du dépouillement ajoutés à ceux recueillis au niveau des institutions (Mairies, INSAE, ABÉGIEF, DDAEP, etc.) ont constitué la base de données traitées et exploitées aux plans qualitatif et quantitatif. Les données issues du dépouillement ont été traitées à partir de plusieurs méthodes et logiciels. Les résultats sont essentiellement présentés en tableaux de fréquences simples et en graphes. Pour la réalisation des graphiques, tableaux simples et croisés, les logiciels Word 2007 et Excel 2007 ont été utilisés. Ces différents tableaux et graphiques ont été commentés et analysés pour une meilleure compréhension des effets socio-économiques des transactions. Certains indices ont été calculés à partir de quelques formules statistiques.

- **Taux de recouvrement des taxes**

Les taux de recouvrement des taxes sont calculés suivant la formule suivante:

$$T = E/R \times 100 \text{ (INSAE, 2002)}$$

Avec : **T** le taux de recouvrement, **E** le montant total des taxes émises et **R** le montant total des taxes recouvrées.

- **Taux d'activité**

La participation à l'activité économique est mesurée par le taux d'activité qui est calculé par la formule: $T = Pa/Pt \times 100$ (INSAE, 2013); où **T** représente le taux d'activité, **Pa** la population active et **Pt** la population totale de 10 ans et plus considérée comme la population potentiellement active.

- **Fréquence**

La formule de la fréquence est utilisée pour déterminer la proportion des différentes destinations de revenus issus du commerce transfrontalier ainsi que la proportion de chaque type de produit dans le secteur. Cette formule se présente comme suit:

$$F = \frac{n}{N} \times 100$$

- **Moyenne arithmétique**

Le calcul de la moyenne arithmétique a permis d'apprécier le revenu moyen des acteurs des échanges transfrontaliers dans le département du Plateau. Elle s'exprime de la façon suivante:

$$\bar{x} = \frac{1}{n} \sum_{i=1}^n x_i$$

Les cartes réalisées dans le cadre de cette étude résultent de l'utilisation des méthodes des Systèmes d'Information Géographique (SIG) notamment Arc View 3.2.

Pour mieux appréhender les problèmes que soulève ce sujet et en faire une bonne interprétation, l'approche SWOT (*Strengths, Weaknesses, Opportunities, Threats* ou Forces, Faiblesses, Opportunités et Menaces) a été adoptée pour une meilleure réponse aux problèmes socio-économiques dans les communes du Plateau.

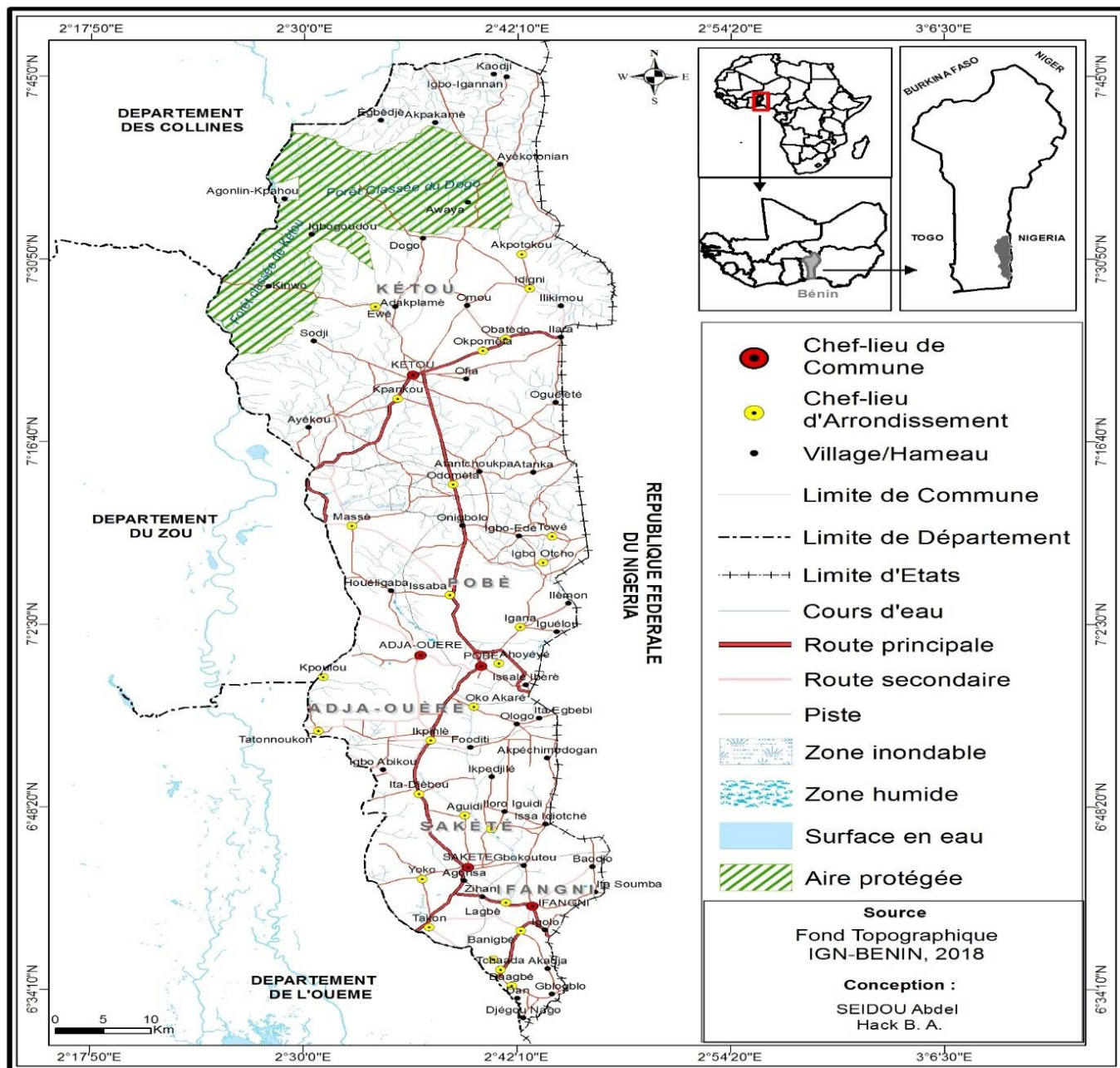


Fig. 1. Situation géographique et administrative du département du Plateau

3 RESULTATS

3.1 EFFETS SOCIO-ÉCONOMIQUES DES ÉCHANGES TRANSFRONTALIERS DANS LES COMMUNES DU DÉPARTEMENT DU PLATEAU

Les échanges transfrontaliers de par le nombre considérable d'acteurs qu'ils mobilisent contribuent indéniablement tant sur le plan économique que social à l'amélioration des conditions de vie de la population du département du Plateau. Ces échanges ont une incidence directe ou indirecte sur le déroulement et le développement des autres activités dans les communes du Département du Plateau.

3.2 EFFETS ÉCONOMIQUES DES ÉCHANGES TRANSFRONTALIERS AU NIVEAU DES ACTEURS

L'analyse des effets économiques des échanges transfrontaliers dans les communes du département du Plateau est réalisée à l'aune des principales activités relevant de la commercialisation des produits manufacturiers, des produits pétroliers, des véhicules d'occasion et des produits agricoles.

3.3 REVENUS ISSUS DE LA COMMERCIALISATION DES PRODUITS MANUFACTURIERS

La commercialisation des produits manufacturiers génère des revenus aux acteurs dans les communes du département du Plateau. Plus de la moitié des acteurs du commerce des produits manufacturés 55,90 % fait un bénéfice journalier d'au moins 50.000 FCFA. En outre, le bénéfice journalier de 35,90 % des acteurs de ce commerce est compris entre 10.000 FCFA et 50.000 FCFA exclus. Cependant, 8,21 % des commerçants de produits manufacturés et alimentaires gagnent un bénéfice quotidien compris entre 5000 FCFA et 10.000 FCFA exclus. La figure 2 présente les revenus obtenus par les acteurs de ce commerce dans le secteur d'étude.

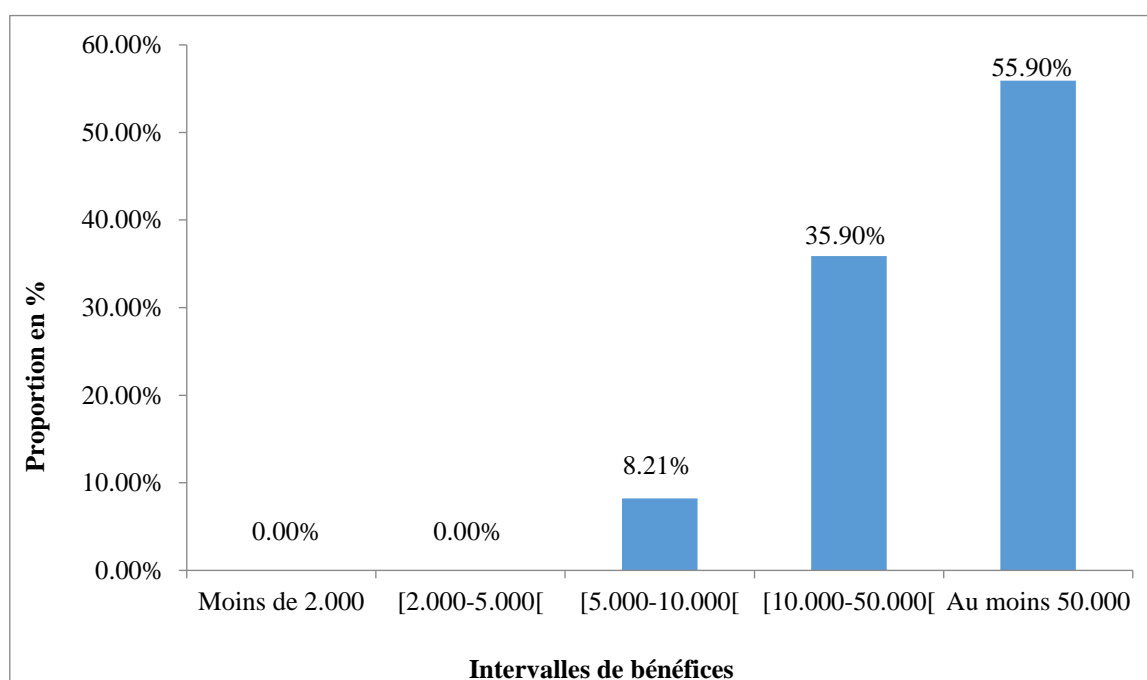


Fig. 2. Bénéfices quotidiens des commerçants de produits alimentaires et manufacturés

Source: Travaux de terrain, 2021

3.4 REVENUS ISSUS DE LA COMMERCIALISATION DES PRODUITS PÉTROLIERS

La proximité des communes du département du Plateau par rapport au Nigéria a favorisé le développement de la commercialisation des produits pétroliers qui représente une activité qui emploie une multitude de personnes et génère d'importants revenus. Tous les commerçants des produits pétroliers dans le secteur d'étude gagnent en moyenne au moins 10.000 FCFA par jour. Plus de la moitié des commerçants des produits pétroliers (65,13 %) gagnent quotidiennement plus de 50.000 FCFA. Les 34,87 % des commerçants restants font un bénéfice journalier compris entre 10.000 FCFA et 50.000 FCFA exclus. Cette activité rapporte assez de bénéfices aux acteurs qui s'y consacrent comme l'illustre la figure 3.

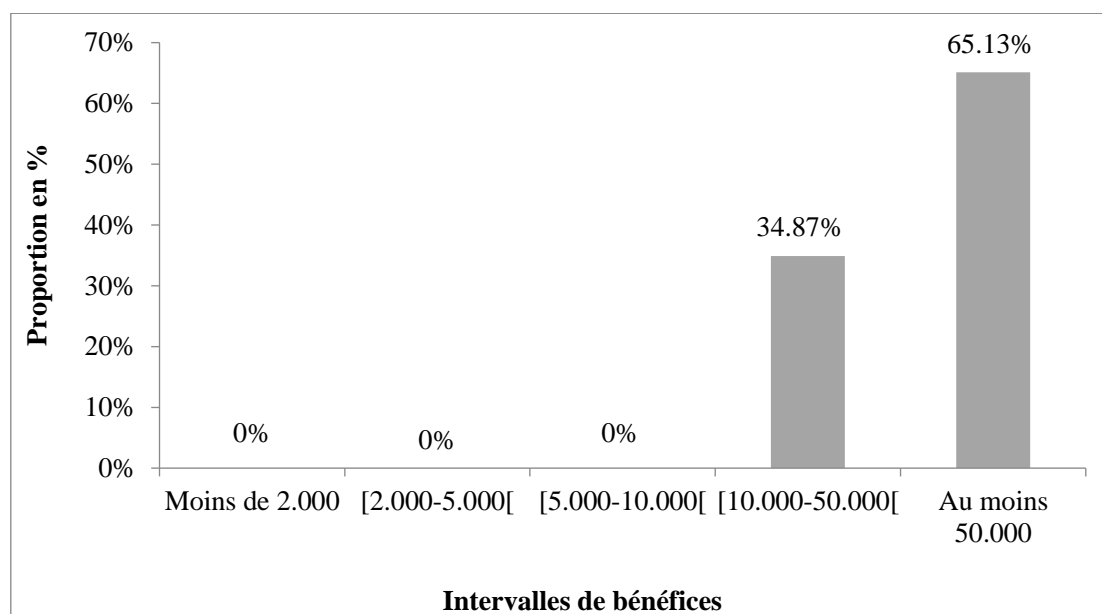


Fig. 3. Bénéfices quotidiens des commerçants de produits pétroliers

Source: Travaux de terrain, 2021

3.5 REVENUS ISSUS DU COMMERCE DES VÉHICULES D'OCCASION

La commercialisation des véhicules d'occasion dans le Plateau est l'une des activités qui traduit les échanges transfrontaliers entre le Bénin et le Nigeria. Les acteurs des échanges transfrontaliers impliqués dans le commerce des véhicules d'occasion bénéficient d'importants revenus de la pratique de cette activité. En effet, 74,62 % des vendeurs de véhicules d'occasion enquêtés ont affirmé que ce commerce leur rapporte au moins 50.000 FCFA au quotidien. Pour les 25,38 % de vendeurs de véhicules d'occasion restants, cette activité leur permet d'avoir un bénéfice journalier compris entre 10.000 FCFA et 50.000 FCFA exclus. Ces résultats montrent que l'activité de vente des véhicules d'occasion permet aux commerçants de véhicules d'occasion d'avoir de conséquents gains financiers. Cette activité rapporte d'importants revenus financiers aux acteurs qui la pratiquent dans le secteur d'étude comme le montre la figure 4.

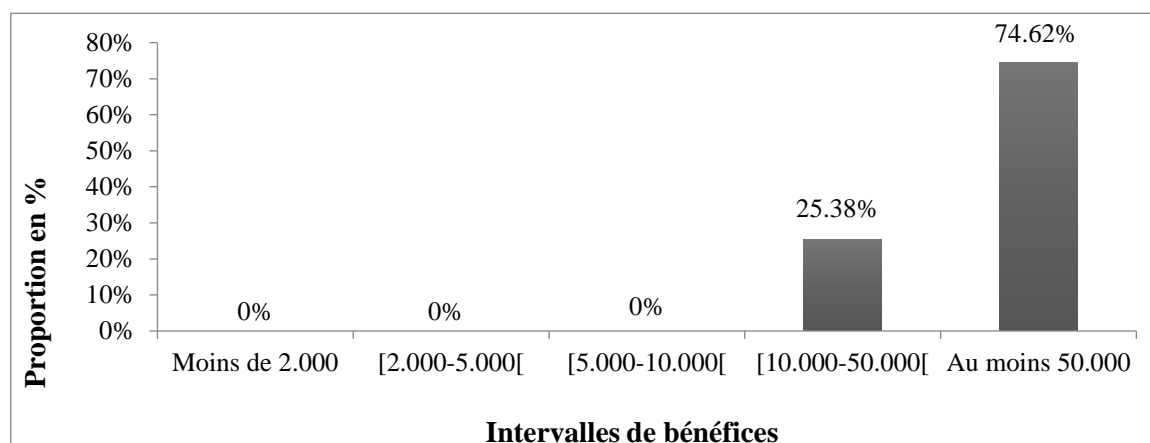


Fig. 4. Bénéfices quotidiens des vendeurs de véhicules d'occasion

Source: Travaux de terrain, 2021

3.6 REVENUS ISSUS DE L'ACTIVITÉ DE CHANGE

L'activité de change dans les communes du Plateau contribue à l'amélioration des conditions de vie des acteurs ainsi que celles de leur famille en générant des revenus. Ces revenus varient d'un cambiste à un autre. Selon les informations collectées chez les cambistes, 80,77 % d'eux tirent au moins un bénéfice de 5.000 FCFA de l'exécution quotidienne de leur activité de change contre 19,23 % d'eux qui obtiennent en moyenne par jour un bénéfice inférieur à 5.000 FCFA. La majeure partie de ces acteurs (44,87 %) du commerce transfrontalier dans le département du Plateau ont un bénéfice quotidien compris entre 10.000 FCFA et 50.000 FCFA exclus. Seulement 11,54 % des cambistes enquêtés ont un revenu journalier supérieur à 50.000 FCFA.

La figure 5 présente les revenus obtenus par les acteurs de ce commerce dans le secteur d'étude.

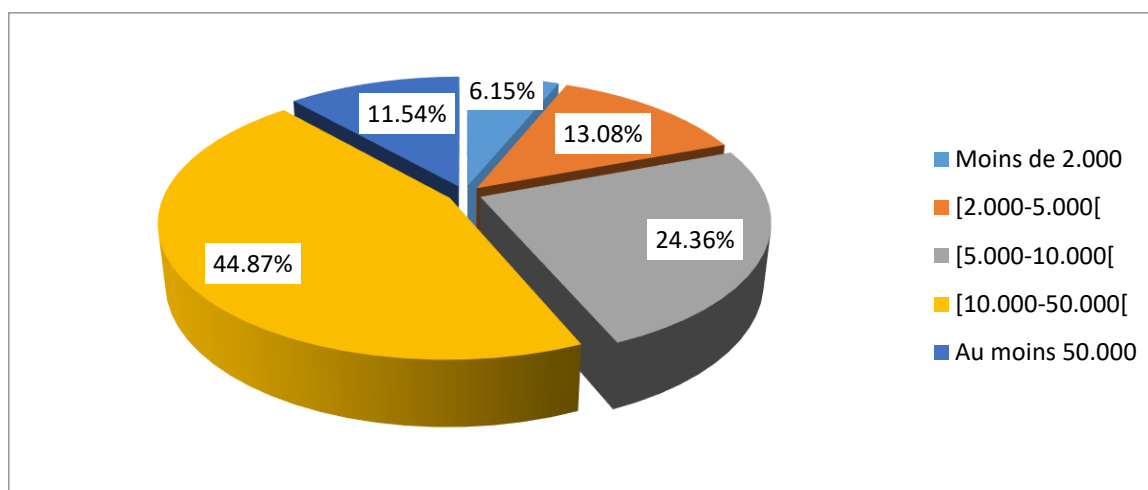


Fig. 5. Bénéfices quotidiens des cambistes

Source: Travaux de terrain, 2021

3.7 SOURCE DE FINANCEMENT DES ACTIVITÉS COMMERCIALES

Les activités liées aux échanges transfrontaliers sont financées de différentes manières par les acteurs concernés par les transactions transfrontalières dans le département du Plateau. 42,82 % des acteurs concernés par les échanges transfrontaliers financent leurs activités à base des prêts dans les banques et institutions de micro-finance (IMF) malgré la présence d'une seule banque qu'est la BOA à Pobè et de quelques IMF dans tout le Plateau. Quant aux tontines, elles permettent à 25,64 % des acteurs de financer leurs activités tandis que 16,92 % des enquêtés financent leurs activités à l'aide de leur propre économie (autofinancement). Par ailleurs, 14,62 % des acteurs ont affirmé qu'ils financent leurs activités par l'entremise d'autres sources de financement regroupant tous les autres moyens leur permettant de financer les activités. La figure 6 présente la répartition des acteurs du commerce transfrontalier des Communes du Département du Plateau suivant leurs sources de financement.

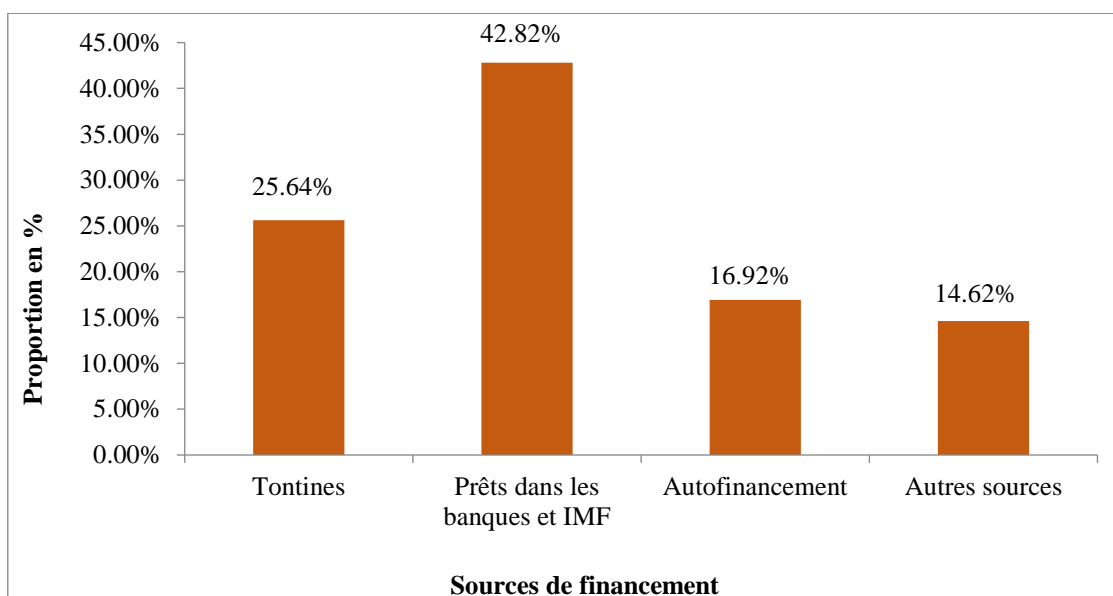


Fig. 6. Répartition des acteurs suivant les sources de financement

Source: Travaux de terrain, 2021

3.8 EFFETS SOCIAUX DES ÉCHANGES TRANSFRONTALIERS

Cette rubrique décrit la contribution des échanges transfrontaliers à la création d’emploi et à l’amélioration des conditions de vie de la population dans les communes du département du Plateau.

3.9 CRÉATION D’EMPLOI ET DE REVENUS POUR LES ACTEURS

Le Bénin est caractérisé par le taux de chômage devient de plus en plus élevé au niveau des jeunes pendant que le taux de croissance économique est toujours à un chiffre. En effet, malgré les mutations socio-économiques en cours, force est de constater que les réformes entreprises par l’Etat n’ont pas permis d’insuffler une nouvelle dynamique de rééquilibrage des indicateurs macro-économiques pour la résolution du problème de chômage. Les transactions transfrontalières contribuent à la création d’une kyrielle d’emplois dans les communes du département du Plateau. La figure 7 décrit les catégories socio-professionnelles impactées induites par les échanges transfrontaliers.

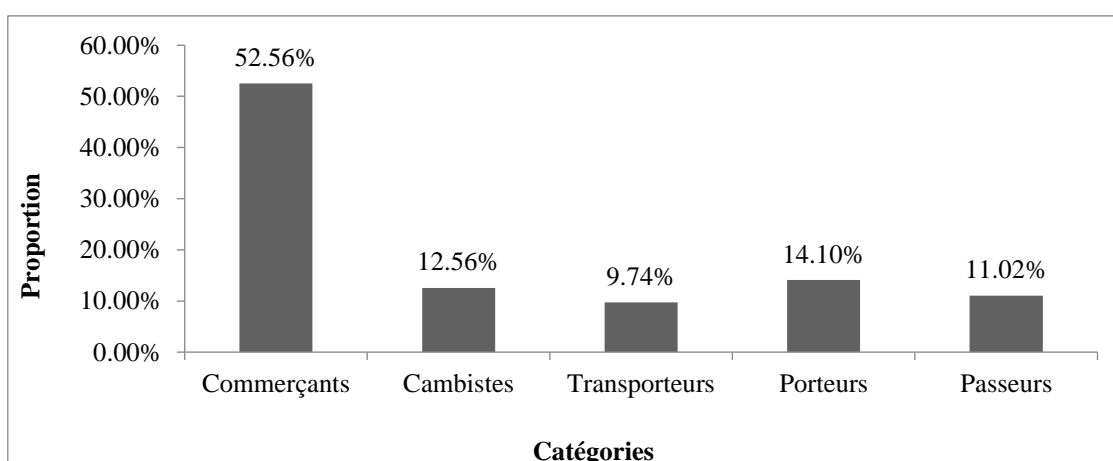


Fig. 7. Répartition des enquêtés suivant les catégories socio-professionnelles

Source: Travaux de terrain, 2021

3.10 AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE VIE DES ACTEURS DES ÉCHANGES TRANSFRONTALIERS

Les acteurs du commerce transfrontalier engrangent assez de bénéfices qui sont issus des activités qu'ils mènent dans le secteur d'étude. Selon les informations collectées, les gains issus de ces activités permettent aux acteurs de satisfaire les besoins vitaux de leurs familles, d'assurer la scolarisation des enfants, de construire de maison, de se procurer des moyens de déplacement tels les véhicules et/ou les motos, d'investir dans d'autres activités (de préférence des activités liées aux échanges transfrontaliers), de faire des cérémonies et de constituer d'épargne comme le montre la figure 8.

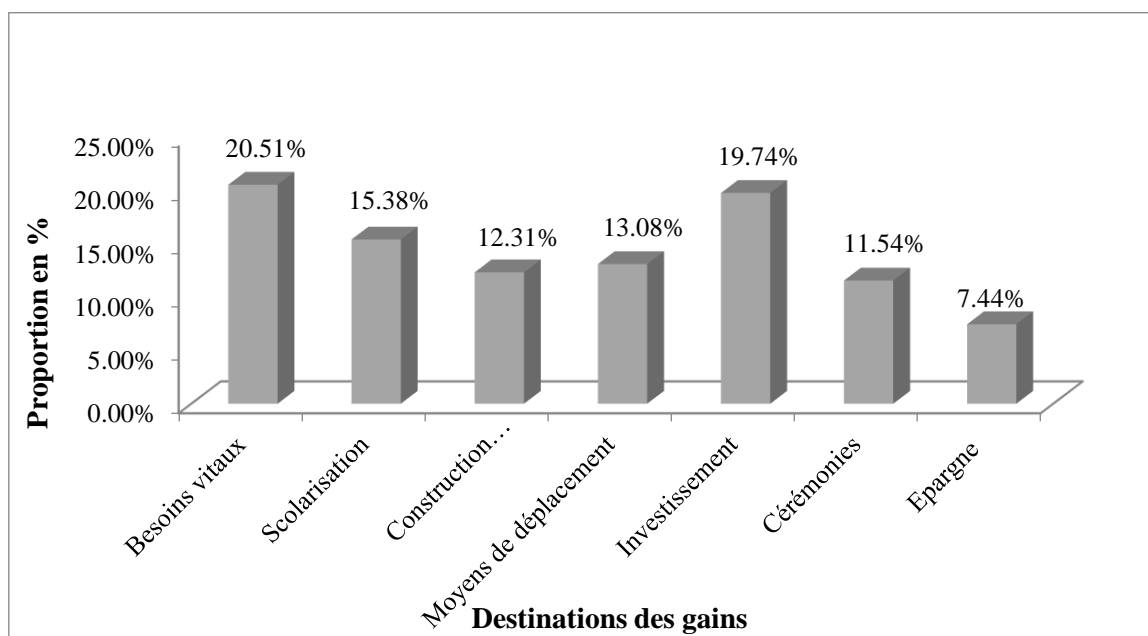


Fig. 8. Destinations des bénéfices issus des activités liées aux échanges transfrontaliers

Source: Travaux de terrain, 2021

Les photos de la planche 1 ci-dessous montrent justement une maison en location et une autre de haut-standing construite par des grands grossistes d'essence frelatée de la Commune de Kétou.



Maison de haut-standing appartenant à un commerçant d'essence de contrebande



Maison de location appartenant à un commerçant d'essence de contrebande

Planche 1: Habitations construites par des vendeurs d'essence frelatée à Kétou-centre

Prise de vue: Seidou, décembre 2020

Les deux photos de la planche 1 illustrent la force du pouvoir économique des acteurs du commerce transfrontalier dans le Département du Plateau. Les deux propriétaires de ces immeubles détiennent de nombreuses autres réparties un peu partout dans la Commune de Kétou

3.11 CONTRIBUTION DES ÉCHANGES TRANSFRONTALIERS AU DÉVELOPPEMENT DES COMMUNES DU DÉPARTEMENT DU PLATEAU

Les espaces frontaliers relèvent des entités administratives qui doivent s'administrer librement par leurs organes élus. Si les compétences des communes excluent les domaines régaliens de la défense et de la sécurité, elles intègrent cependant l'aménagement du territoire qui constitue une compétence que les collectivités territoriales partagent avec l'Etat.

3.12 DÉCENTRALISATION ET DÉVELOPPEMENT DES COMMUNES AU BÉNIN

Les ressources des Communes comprennent: les recettes de fonctionnement qui proviennent des recettes fiscales, des recettes provenant des prestations des Communes; des produits du patrimoine des Communes, des recettes résultant d'activités de services et des recettes d'investissement temporaires et accidentelles, crédits alloués par l'Etat-subventions ou dotations d'investissements (O. Thomas, 2013, p. 76).

La décentralisation et le développement local, comme processus de mobilisation des acteurs locaux pour la création, la distribution des richesses sur un territoire, concerne les États centraux au travers de l'élaboration de leur stratégie de réduction de la pauvreté (I. Tadjia, 2020, p. 120).

3.13 STRATÉGIES DE MOBILISATION DES RESSOURCES PAR LES COMMUNES

Les stratégies de mobilisation des ressources chez les acteurs des échanges sont pratiquement les mêmes au niveau des cinq communes du département. On a entre autres:

- La création des postes de recouvrement;
- La création d'une rotation au niveau des agents collecteurs;
- Le placement de valeurs inactives (tickets) au niveau des barrières;
- Le placement de valeurs inactives (tickets) au niveau des marchés et gare routière;
- Le recrutement des aides collecteurs pour la couverture réelle de la zone frontalière;
- La signature des contrats d'objectifs aux correspondants de recettes suivant une étude approfondie des revenus (mensuels renouvelables);
- Le suivi des contrats;
- L'organisation des contrôles inopinés sur la voie pour booster les recettes;
- L'application sécuritaire du commissariat et de la brigade mobile des frontières;
- Sensibiliser les acteurs sur le civisme fiscal;
- L'organisation des séances publiques de reddition de compte à l'intention des acteurs

Le placement des tickets est fait par les correspondants du régisseur des recettes que sont les agents collecteurs recrutés par la mairie et mis à la disposition de la Trésorerie Communale (TC) dans le cas de la commune de Kétou. Par contre, les agents collecteurs de la gare routière et du marché à bétail sont désignés au sein des membres qui les animent. Les Taxes de Développement Local (TDL) prélevées par les mairies sur les produits d'échange transfrontalier sont synthétisés dans le tableau ci-dessous.

Tableau 1. Taxes de développement local prélevées par la mairie sur les produits d'échange transfrontalier

Différentes prestations	Unité/Base de calcul	Tarifs (FCFA)
TDL sur riz vendu	kg	2F
TDL sur autres céréales: maïs, gari, etc.	kg	3F (Tarif PEA)
TDL sur autres céréales: maïs, gari, etc.	kg	5F (Tarif hors PEA)
TDL sur noix d'anacarde et autres produits transportés	kg	5F
TDL sur autres produits maraîchers: piment, fruits et légumes...	kg	3F (Tarifs PEA et tarifs hors PEA)
TDL sur l'huile de palme	L	3F (Tarif PEA) / 5F (Tarif PEA)
TDL sur le poisson et le Soja	kg	3F (Tarif PEA) / 5F (Tarif hors PEA)
TDL sur bétail en transhumance	Tête	200F
TDL sur espèce non conventionnelle (Lapin, aulacode) vendue	Tête	100F
TDL sur gros ruminant (bœuf, chameau) vendu	Tête	500F

Source: Service des affaires économiques des mairies et travaux de terrain, 2021

3.14 INFRASTRUCTURES MARCHANDES DES COMMUNES FRONTALIÈRES

Les infrastructures marchandes disponibles au niveau des espaces frontaliers des dites communes et qui permettent de mobiliser des recettes sont les suivants: dans la commune de Kétou, on a le marché d'Illara, la gare routière d'Illara, le marché à bétails d'Iwoyé et les divers magasins de riz. Dans la commune de Pobè il a été notifié qu'aucune infrastructure marchande notoire ne permet de mobiliser les recettes au niveau de cet espace frontalier. Dans la commune d'Adja-Ouèrè, trois infrastructures marchandes ont été déclarées à savoir: les magasins de stockage du village Winka et de Ologo ainsi que les hangars du marché Ologo. En ce qui concerne la mairie d'Ifangni, on a les différents marchés frontaliers, les sites de parking des véhicules poids lourd, la gare routière d'Ifangni, les magasins de stockage des produits, etc.

3.15 RECETTES FISCALES GÉNÉRÉES PAR LES ÉCHANGES TRANSFRONTALIERS

Les acteurs intervenant dans les échanges transfrontaliers du commerce transfrontalier contribuent à la mobilisation des recettes des communes dans le département du Plateau à travers le paiement des taxes. Ces taxes proviennent des frais de location de hangars et des droits de place dans les marchés frontaliers, du paiement des patentes, des licences, de l'installation des hangars, des boutiques, d'appâtâmes, le droit sur les services marchands et des taxes de stationnement. Le stationnement et le parking de véhicules est source de recettes non fiscales et dans les communes du département du Plateau qui sont les parcours des camions gros porteurs pour ravitaillement et acheminement de biens du Nigeria vers le Bénin et en retour du port de Cotonou vers le Nigeria sans oublier également les véhicules en transit sur le territoire, les recettes peuvent être très importantes. Les recettes perçues sur ces échanges transfrontaliers de 2016 à 2020 au niveau de chaque commune du département du plateau sont synthétisées dans le tableau 2.

Tableau 2. Evolution des recettes de 2016 à 2020 par communes

Communes	Années				
	2016	2017	2018	2019	2020
Ifangni	196 145 085	126 555 740	184 203 564	174 884 001	190 684 826
Sakété	16 903 500	17 142 000	17 649 000	10 804 000	4 364 000
Adja-Ouèrè	Néant	Néant	3 291 200	2 228 300	2 353 700
Pobè	29 347 500	29 837 900	26 056 100	14 839 200	11 257 800
Kétou	200 146 198	151 190 464	158 490 370	156 375 080	156 895 554

Source: Service des affaires économiques et financières des mairies, 2021

4 DISCUSSION

Plusieurs travaux de recherche ont porté sur la problématique des échanges transfrontaliers en Afrique en général et au Bénin en particulier. Ils ont abouti pour la plupart à des résultats similaires que la présente recherche. C'est ainsi que la communication de M. O. Attanasso et al (2018, p. 345) adopte une posture positive sur les différentes femmes et filles de

l'espace transfrontalier entre le Bénin et le Nigeria dans la commune d'Ifangni et de Sakété, localités de destination ou de départ au Nigeria. Ces dernières déclarent avoir réalisé et investi dans le secteur immobilier mis en bail dans les grandes villes pour s'occuper des tâches de scolarisation, de santé des enfants et dans l'astreinte fiscale locale. Toutefois, le travail expose les besoins sexo-spécifiques des femmes et filles pour une meilleure résilience en situations migratoires transfrontalières dans le doublet Bénin Nigeria du corridor Abidjan-Lagos.

Par ailleurs, parlant des incidences socio-économiques de ces transactions (M. M. Mamadou Koné, 2015, p. 11), souligne que les marchés frontaliers offrent la possibilité aux marchands de constituer des regroupements pouvant évoluer vers ce qu'il convient d'appeler des communautés d'affaires ou diasporas urbaines dans les zones frontalières. Selon lui, le commerçant doit réunir trois conditions: s'assurer d'être bien informé et à temps, s'assurer de sa capacité à s'approvisionner à tout moment et cela quelle que soit la quantité, être en mesure d'établir des relations solides et crédibles basées sur la confiance avec les partenaires d'affaires. Il s'agit principalement de permettre aux marchands de minimiser les coûts de transaction et de réduire l'incertitude propre au contexte commercial.

De même, les recherches doctorales de I. Tadjia (2020, p. 8), sur le développement local des Communes frontalières du nord-ouest de l'Atacora au travers des facteurs favorisant les échanges transfrontaliers ont montré que ces échanges transfrontaliers sont à 92 % commerciaux et 8 % à but touristique dans ce secteur d'étude. Il ajoute que seuls les marchés frontaliers togolais ravitaillent les différentes aires d'échanges commerciaux des Communes frontalières du nord-ouest de l'Atacora en produits manufacturiers.

Cette étude, à l'instar de celle menée par E. H. Bessan (2020, p. 13) sur les échanges illégaux entre le Bénin et le Nigeria, montrent que les tarifs, le commerce légal et la prime du marché parallèle de change sont des causes exogènes des fraudes sur factures du commerce bilatéral Bénin-Nigeria; cependant le niveau d'exogénéité de la prime du marché parallèle de change dans le commerce surtout dans les flux d'importations peut varier sous certaines conditions. Il ajoute que les tarifs à l'importation appliqués au Bénin et au Nigeria encouragent le sous-secteur de la réexportation. Cependant, ce commerce est impacté négativement dès lors qu'il y a existence d'un différentiel de tarif et de prime de marché parallèle de change.

5 CONCLUSION

Au terme de cette recherche, il apparaît que sur le plan social, le commerce transfrontalier est générateur d'emplois, lesquels permettent aux acteurs d'assouvir aux besoins fondamentaux tels que: l'alimentation, la santé, la scolarisation des enfants, les cérémonies et autres. Sur le plan économique, le commerce transfrontalier génère d'énormes revenus aux acteurs et contribue de même aux recettes des cinq communes du département du Plateau. Vu l'importance que revêt le commerce transfrontalier dans les espaces frontaliers bénino-nigériens en général et du secteur Ifangni-Kétou en particulier, il est souhaitable que les autorités centrales et locales prennent les dispositions adéquates pour soulager les acteurs et décourager ceux qui échappent toujours à la fiscalité.

REFERENCES

- [1] ATTANASSO, Marie-Odile, SOSSOU, Benoît, Koffi, et KOUMOLOU-OUSSOU LIO, Gladys, Raymonde, 2018: Autonomisation et facteur de développement personnel des femmes et des filles migrantes dans les espaces transfrontaliers entre le Bénin et le Nigeria. Acte de la Conférence Internationale sur la Gestion des Frontières Régionales en Mutations (BRIT) 2018 au Nigeria et au Bénin, Dépôt Légal N° 10880 du 12/12/18 Bibliothèque Nationale, ISBN 978-99982-905-0-1, 345-367.
- [2] BESSAN, Eudoxie, Huberte, 2020: Transactions illégales dans le commerce transfrontalier: cas des échanges entre le Bénin et le Nigeria. Thèse de doctorat en Sciences Economiques du l'UAC. 295.
- [3] Institut Nationale de la Statistique (INS), 2014: Enquête sur les échanges transfrontaliers de marchandises au Cameroun: Bilan méthodologique et résultats. Rapport de transaction, 2014. 60.
- [4] Institut Nationale de la Statistique et de l'Analyse Economique (INSAE), 2016: Cahier des villages et quartiers de ville du Département du Plateau. (RGPH-4, 2013), 29.
- [5] Institut Nationale de la Statistique et de l'Analyse Economique (INSAE), 2013: Cahier des villages et quartiers de ville du département du Plateau (RGPH-4, 2013). 29.
- [6] Institut Nationale de la Statistique et de l'Analyse Economique (INSAE), 2002: RGPH3, résultats provisoires: population, habitat au Bénin, caractéristiques économiques. Cotonou, 135.
- [7] LIGALI, Soulaemann, 2017: Incidences socio-économiques du commerce transfrontalier dans la commune de Sèmè-Podji. Mémoire de Master Professionnel en développement local, MIRD/UAC, 91.

- [8] Magazine Qiraat, 2018: Le petit commerce transfrontalier en Afrique: pourquoi faut-il le soutenir ? Rapport d'étude, Consulté le 10/ 08/ 2020 à 11h-04min.
- [9] MAMADOU, KONE, Mahaman, Moustapha, 2015: Marchands ouest-africains et marchés frontaliers: construction d'une communauté d'affaires. Thèse de doctorat en Géographie. Université Michel de Montaigne - Bordeaux III, 265.
- [10] MARIEN, Bruno et BEAUD, Jean-Pierre, 2003: Guide pratique pour l'utilisation de la statistique en recherche, le cas des petits échantillons. Québec, AUF, Réseau sociolinguistique et dynamique des langues, 75.
- [11] MESTRE, Christophe, 2017: La coopération transfrontalière des communes béninoises. Rapport du Centre International d'Etudes pour le Développement Local, Lyon, 4.
- [12] SENIORA, Jihan et POITEVIN, Cédric, 2010: Gestion des frontières terrestres et trafic illicite des armes légères. Les rapports du GRIP, 24.
- [13] SOSSOU-AGBO, Lazare, 2011: Dynamique territoriale à la frontière bénino-nigériane: Rôle des marchés du Sud-Est. Brit XI, Sep 2011. Genève/ Grenoble, France, 23.
- [14] TADJA, Idrissou, 2020: Echanges transfrontaliers et développement local au Nord-Ouest de l'Atacora au Bénin. Mémoire de Thèse de Géographie, EDP/FLASH/UAC, 183.
- [15] THOMAS, Brice, Omer, 2013: Politiques publiques de décentralisation. Christon édition, Cotonou, 146.
- [16] VIGNINO, Toussaint et ALLAGBE, Benjamin, 2014: Echanges transfrontaliers et structuration des périphéries nationales: le cas du secteur Bassila-Tchamba (Bénin-Togo). Rev. Sc. Env. Univ., Lomé (Togo), n°11 (spécial), Vol 2, ISSN 1812-1403, 458- 768.
- [17] ZANNOU, Sandé, 2014: Gouvernance locale et stratégies de développement dans les communes du département du Plateau au Sud-Est du Bénin. Thèse de Doctorat Unique de Géographie, Université d'Abomey-Calavi, 323.